



Contribution de Manoel DIALINAS

manoel.dialinas@laposte.net

À propos de l'intervention de Ronan Dantec du 30 mai "Après la COP 21... quelles suites, quelles perspectives locales ?"

Avec ce titre, on pouvait s'attendre à ce que l'orateur évoque les principales décisions prises à la COP 21, dont plusieurs observateurs pensent qu'elle a été vertueuse mais hypocrite, sur leurs mises en œuvre locales, nationales et internationales, puisque le climat ne connaît ni frontières administratives, ni frontières étatiques.

Or l'orateur, de sa propre initiative, a consacré l'essentiel de son exposé non pas à la COP 21 mais à l'énergie, et dans cette partie énergétique, l'essentiel était consacré au photovoltaïque et à l'éolien. Les perspectives pour la Métropole nantaise après la COP 21 n'ont pas été évoquées. Cela pour le fond. Pour la forme, on pouvait être déçu d'avoir l'impression d'entendre un militant s'adressant à un public convaincu d'avance plutôt qu'un responsable politique expliquant et argumentant sa politique à des représentants de la société civile. Cela ne peut que susciter de la défiance vis-à-vis des élus de la démocratie représentative, quand ceux-ci privilégient cette forme de "rencontre" plutôt que d'échanger et dialoguer avec les citoyens. Dix jours plus tôt, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, lors d'une rencontre organisée par Questions Publiques, avait été plus convaincant en instaurant des échanges avec le public bien que la salle soit beaucoup plus grande et l'assistance plus nombreuse.

On aurait pu penser que c'était une occasion d'entrevoir l'homme qui est derrière le politicien, de connaître ses convictions profondes, son parcours, ses projets, ses réalisations, ses interrogations. Il n'y a eu qu'une démonstration de méthode Coué, par exemple "*Le photovoltaïque a gagné*", cela rappelle un autre homme politique qui, depuis des mois, répète "*Ça va mieux*" sans que cela semble entraîner l'adhésion des citoyens. Les réponses aux questions étaient "fermées" et pas propices à des échanges.

Domage car, parmi les auditeurs du Conseil de Développement, se trouvaient des personnes qui, soit exercent leur activité professionnelle dans les sujets abordés (des cadres supérieurs d'ERDF), soit ont des connaissances approfondies des sujets abordés, soit sont motivés et ont réfléchi aux thématiques abordées. Ils n'ont eu droit qu'à des affirmations, non argumentées, et qui pour certaines étaient contestables :

— "*Avec + 3°C on est tous morts*" Il y a des régions dans le Monde où la température moyenne est de plus de 3°C supérieure à celle que nous connaissons à Nantes, au Soudan par exemple. Dans ces régions, il y a des milliards d'humains, et ils ne meurent pas de la chaleur, mais plutôt des inégalités, de la pauvreté, et des

conflits. Au Moyen Age, dans la zone méditerranéenne, l'olivier poussait jusqu'à 1000 m d'altitude, aujourd'hui il culmine à 300 m : cela veut dire que, dans ces régions, la température était de 3.5 °C supérieure à celle d'aujourd'hui (à raison de 1°C pour 200 m) : bien sûr, les habitants de cette région méditerranéenne sont tous morts, mais ce serait plutôt à cause des guerres, des épidémies, et de mort naturelle, qu'à cause de 3.5°C de plus qu'aujourd'hui.

— "*Coût du photovoltaïque, 40 €/MWh*" : les données nationales et internationales disponibles indiquent un coût de 200-300 €/MWh, c'est en baisse par rapport à 2010 (280-580 €/MWh), mais cela fait quand même beaucoup plus que 40 €/MWh ! Ce genre d'affirmations ne peut que susciter de la méfiance. On rappellera que le coût de l'énergie hydroélectrique est 15-30 €/MWh, soit la moins chère de toutes les sources d'énergie, épuisables et renouvelables confondues, qu'elle est la principale source d'énergie renouvelable en France et dans le Monde, non polluante, peu intermittente, non aléatoire, stockable (le photovoltaïque et l'éolien ne sont pas stockables) : l'orateur n'en a pas parlé, alors que la France n'utilise que 85 % de son potentiel technique réalisable (rapport 2013 Direction Générale de l'Énergie et du Climat) pour les barrages, et 50 % de son potentiel au fil de l'eau (la Loire et ses affluents particulièrement ne sont pas équipés). Ronan Dantec sait-il que c'est la surproduction nucléaire et le faible coût du pétrole au début des années 90, qui ont arrêté l'hydroélectrique en France (avec dispersion des savoir-faire) ? Sait-il que la nouvelle technique hydrolienne (qui utilise le courant au lieu de la chute d'eau) augmente le potentiel hydroélectrique exploitable de la France ? Si oui, pourquoi a-t-il focalisé son exposé sur le photovoltaïque et l'éolien ? Pourquoi n'a-t-il rien dit des énergies marines ?

— "*Coût de l'éolien 60-75 €/MWh*". Les données nationales et internationales disponibles indiquent un coût de 70-90 €/MWh pour l'éolien terrestre, et 120-140 €/MWh pour l'éolien en mer (80 €/MWh dans 10 ans, 70 €/MWh dans 20 ans). L'orateur a rapidement glissé sur le caractère intermittent et aléatoire de l'éolien, en disant que s'il n'y a pas de vent à un endroit, il y en a à un autre endroit. Effectivement, il y a 3 zones de vent en France, plus ou moins complémentaires, mais cela signifie, que pour avoir 100 MW disponibles, il faut installer 3 x 100 MW pour avoir une fourniture d'énergie à peu près régulière correspondant aux besoins, car ce qui compte c'est la satisfaction des besoins et non la puissance installée. Mais alors, le coût réel pour le consommateur de l'éolien n'est plus de 70-90 €/MWh, mais doit tenir compte d'une puissance installée très supérieure à celle qui est produite.

— "*Il n'y a plus de climatosceptiques*". Si cela veut dire qu'il y a des personnes qui nient que le climat change, cette affirmation est fautive. Aucun scientifique, depuis 30 ans, ne nie que le climat puisse changer, car il change constamment depuis que la terre existe. Par contre, il y a en France et dans le Monde de plus en plus de scientifiques qui mettent en doute le fait que c'est l'activité humaine qui soit la principale cause du changement climatique. Et cela est normal, car le doute fait partie de la culture scientifique, le doute fait avancer la Science. De quelques personnalités il y a 15 ans (Claude Allègre et Vincent Courtillot par exemple), ils sont maintenant plusieurs centaines en France (dont plusieurs scientifiques sur le territoire métropolitain nantais) qui cherchent à comprendre toutes les causes du changement climatique, font des contributions, animent des sites Internet, participent à des débats lorsque l'occasion leur est donnée, mais cela est rare car c'est politiquement incorrect dans le pays organisateur de la COP 21. Ne pas être d'accord avec eux est une chose. Dire qu'ils n'existent pas en est une autre...

— "*Le nucléaire n'est pas compétitif*" Le coût du nucléaire, après la prise en compte de l'accident de Fukushima, et de la prolongation de la vie des centrales, est estimé à 55 €/MWh (source Cour des Comptes) à comparer aux 200-300 €/MWh du photovoltaïque, aux 60-70 €/MWh des centrales thermiques au charbon (comme celle de Cordemais) et 70-80 €/MWh pour les centrales à gaz (comme celle de Montoir), au plus que 100 €/MWh de l'éolien réel (après prise en compte de l'intermittence).

— "*Le charbon à Cordemais est condamné*" : cela ne semble pas être l'avis d'EDF, du moins tant que le charbon sera à son prix actuel... et tant qu'il y aura du charbon. Sur le papier l'affirmation est fondée, compte tenu du caractère très polluant du charbon, mais confronté aux réalités économiques, c'est une autre histoire...

— *"Les allemands ont prévu de sortir du charbon"* : aucune précision ou référence sur le plan de sortie du charbon de l'Allemagne, car actuellement elle n'en prend pas du tout le chemin. Dire que la chancelière Merkel en a parlé lors d'un discours est un peu court. Cela fait penser à des présidents de la république, premiers ministres, candidats aux élections présidentielles, qui depuis 40 ans, annoncent qu'ils vont diminuer le chômage en France. Dans les faits, il y a un plan allemand (Energiewende, mai 2016) pour diminuer par 2 la consommation énergétique à l'horizon 2050, mais il ne mentionne pas explicitement une sortie du charbon. Par contre, Rainer Baake, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie, a déclaré le 15 juin dernier *"Toutes les nouvelles voitures immatriculées en Allemagne doivent être zéro émission d'ici 2030 au plus tard si nous voulons respecter nos objectifs de réduction de la pollution fixés à 2050"*. Ce qui signifie ne plus vendre de voitures essence et diesel.

— *"L'investissement dans le nucléaire n'existe pas"* : 67 réacteurs nucléaires en commande ou en construction dans le Monde actuellement, principalement en Chine, Russie et Inde (données Agence Internationale de l'Énergie, AIEA, avril 2016), 160 réacteurs nucléaires en projet.

— *"Le photovoltaïque a gagné"*. Le photovoltaïque a produit 1.6 % de l'électricité en France en 2015 (source RTE) alors qu'il représente 4.8 % de la puissance électrique installée (la différence s'explique par l'intermittence du photovoltaïque), pas de quoi en faire un gagnant. Ronan Dantec dirait-il que le nucléaire a gagné s'il représentait 1.6 % de la production d'électricité ?

C'est surtout l'industrie chinoise du silicium photovoltaïque qui a gagné en inondant le Monde de panneaux à prix cassés et à qualité variable, au détriment des industries françaises, européennes, au détriment d'autres techniques photovoltaïques prometteuses, au détriment de la filière thermodynamique (comme à Targassonne en France ou Almeria en Espagne, filière qui permet un stockage d'énergie du jour vers la nuit), au détriment des autres utilisations de l'énergie solaire moins chères et plus efficaces que le photovoltaïque, par exemple chauffer l'eau, chauffer les habitations (cela fonctionne très bien à Nantes). En fait, le photovoltaïque (et l'éolien) auront gagné le jour où il existera des techniques de stockage de l'énergie matures, et à coût acceptable pour les consommateurs, afin d'effacer le caractère intermittent et aléatoire du photovoltaïque et de l'éolien, cela existera c'est certain, beaucoup de gens y travaillent dans le monde, mais ce n'est pas pour tout de suite, et cela aura un coût pour les consommateurs...

On reconnaîtra à l'orateur qu'il ait dit que la priorité est d'améliorer l'isolation thermique des bâtiments et habitations (dont trop d'entre eux sont des "passoires thermiques"), c'est plus facile et moins cher que produire plus d'énergie. On reconnaîtra que, bien que anti-nucléaire convaincu, il ait admis, réaliste, que l'on ne pouvait pas supprimer rapidement le nucléaire en France. On lui reconnaîtra d'avoir dit que la priorité est de diminuer la consommation d'énergie plutôt que de chercher à produire plus (même avec des énergies renouvelables), car effectivement l'énergie la moins chère, la moins polluante, renouvelable indéfiniment, est celle que l'on ne consomme pas.